

Groupe de la CGT

Le groupe CGT remercie infiniment Jacqueline Farache d'avoir tenu, souvent farouchement, sa conviction que cet avis n'aurait de sens et d'utilité qu'afin de participer au changement de regard sur les chômeurs : en restant centré sur le sujet, en évitant toutes les tentations d'élargissement du propos.

L'enjeu était celui de considérer l'humain avant les chiffres, la personne avant les statistiques, la famille avant les données macro ou micro-économiques, l'entourage avant les polémiques de fin de mois sur le 1 % de plus ou de moins.

Le travail de la section a été peuplé, comme souvent au CESE, d'auditions passionnantes, de débats passionnés où, le respect et l'écoute, par-delà des désaccords, les perceptions différentes dans l'ordre des priorités des préconisations, ont été de mise. La co-construction s'est faite dans la discussion pour trouver le mot juste, rechercher le meilleur compromis. Ainsi, dans l'avis nous aurons su intégrer les fruits bienveillants du débat : avec la place du travail, l'accès à un emploi de qualité, ces ouvertures vers une organisation différente dans la réponse aux besoins de santé qui concourent à la simplification, afin de tendre au « faire ensemble », cette nécessaire écoute, cette urgence de la bienveillance des institutions, en direction des travailleurs et des travailleuses privé.e.s d'emploi.

Cet avis est à lire comme un appel à la mise en œuvre des préconisations précédentes des avis du CESE, car il fait échos aux travaux historiques de plusieurs sections.

Sa force et sa cohérence nous engagent individuellement car nous ne pouvons indéfiniment voter des avis pour aussitôt les oublier. Collectivement, car nous avons voté des orientations stratégiques dominées par les enjeux de cohésion sociale.

Ainsi, un vote massivement positif de l'avis rejoindra les rapports qui font l'honneur de cette maison : celui du père Joseph Wresinski et de Madame De Gaulle Anthonioz. Des avis qui n'ont pas anéanti la misère et l'exclusion, mais qui ont, nous le savons, contribué à changer le regard sur ces fléaux, inspiré bien des mesures sociales et permis la loi d'orientation contre la grande pauvreté. Cet avis, qui remet l'humain devant les statistiques, peut contribuer, à son tour, à changer les orientations politiques et empêcher la réduction des droits des chômeurs. tels qu'ils sont portés en débat actuellement.

De fait, chaque préconisation vient en réciprocité construire du symbolique et du concret, pour, en ces heures de grandes incertitudes démocratiques, donner à penser et à agir pour le bien commun.

Cet avis porte une dynamique de rassemblement. Celui de celles et ceux qui font l'expérience du chômage, de la précarité et des citoyens, des gens qui ont « pignon sur rue » et des personnes qui sont « à la rue ». C'est une prise de conscience absolument nécessaire pour la démocratie car ce sont celles et ceux qui vivent le drame du chômage qui ressentent mieux que d'autres ce que devrait être une société juste et fraternelle et jusqu'où devraient aller les efforts d'une nation pour respecter la dignité de tous ses membres.

Cet avis participe de cette reconstruction du « faire société avec ses semblables », de cette banalisation du bien. Il sera un des marqueurs de notre mandature. Le groupe de la CGT a voté l'avis.